

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-strategie-de-l-Union-Europeenne-en-Amerique-Latine>

La stratégie de l'Union Européenne en Amérique Latine

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : vendredi 17 mars 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Séminaire organisé le 27 janvier au FSM de Caracas, par Denise Méndez avec la participation de Hugo Ruiz (Juriste CS Attac -FR) et Gabriela Rodriguez (Attac -Venezuela)

INTRODUCTION

Cette contribution vise à démontrer 2 mythes qui ont encore la vie dure en Amérique Latine :

- ▶ le mythe du modèle social européen qui serait la base de l'intégration européenne et
- ▶ le mythe du bon capitalisme des transnationales européennes opposé au méchant capitalisme nord-américain.

Tous les documents stratégiques qui émanent de la Commission de Bruxelles, de l'OCDE ou de la BID (banque interaméricaine de développement) sont empreints de la noblesse d'intention des Européens. Le commerce s'efface derrière la coopération et le partenariat entre égaux (on voit bien par exemple le poids de Haïti ou Sainte Lucie dans ce partenariat entre égaux). Tel est le style du dernier document de programmation de la coopération régionale UE / AM-Lat, pour 2007/2013.

Il prolonge la stratégie adoptée au « IIIème Sommet de Guadalajara » en mai 2004 dont les objectifs officiels étaient : la cohésion sociale (lutte contre la pauvreté), l'intégration régionale latino-américaine sur le modèle de l'intégration européenne, et enfin une association bi-régionale Euro-latino-américaine. Plus franchement, Chris Patten le commissaire aux relations extérieures affirmait alors : « notre objectif est l'intégration du bloc régional latino-américain dans le monde occidental ». Il assurait aussi que cette intégration euro-latino américaine n'était pas incompatible avec la mise en place de l'ALCA (ZLEA) zone de libre échange des Amériques promue par les Etats Unis.

Enfin Chris Patten affirmait que l'Union européenne mettait en oeuvre des mécanismes de coopération destinés à favoriser l'adoption du programme de libéralisation des échanges de l'OMC.

A la veille de cet IVème Sommet des chefs d'Etat euro-latino-américains, le mythe de l'Europe sociale n'opère plus aussi aisément.

Au mois de mai dernier, Les Français et les Hollandais ont rejeté la constitution européenne (et c'est aussi l'opinion de la plupart des peuples) précisément parce que le modèle social européen a été remplacé par le modèle néolibéral dit social libéral. Les directives adoptées par la Commission, dont la célèbre « directive Bolkestein » contribuent les unes associées aux autres à enterrer le code du travail et les régimes de protection sociale.

La politique extérieure de l'Union européenne est consistante avec sa politique intérieure, consistante avec le consensus de Washington et la programmation des IFI.

Les pays du Sud détenteurs des principales réserves énergétiques et minières de la planète et de l'essentiel des réserves d'eau et des ressources de la biodiversité sont tenus de mettre leurs richesses à la disposition des transnationales du Nord qui détiennent les technologies et le capital.

L'Union européenne, comme les Etats Unis multiplie les traités bilatéraux et multilatéraux en particulier les TPPI (traités de promotion et protection de l'investissement) qui à travers le recours obligatoire à l'arbitrage du CIRDI

(tribunal de la BM) garantissent aux transnationales des indemnisations gigantesques en cas de différend avec les Etats.

Les mythes sont atteints mais les stratèges européens disposent de moyens sophistiqués et puissants pour les faire perdurer.

La sophistication de la stratégie européenne

Lorsque l'Union européenne a lancé sa stratégie en direction de l'Amérique Latine à partir du Sommet de Rio de Janeiro en 1999 elle l'a qualifié de « dialogue » et par un montage institutionnel complexe elle a mis en avant les principes de partenariat et de coopération tandis que les traités commerciaux apparaissaient comme des appendices.

Les acteurs sont multiples et variés : institutionnels, entreprises, universités, *think tanks*, banques et également représentants de la société civile.

- ▶ La Commission et les 15000 lobbyistes installés à Bruxelles qui, avec leurs cabinets juridiques fournissent la collaboration de leurs experts.
- ▶ L'OCDE élabore des « programmes » de développement pour l'Amérique Latine orientant ainsi les investissements des entreprises européennes
- ▶ La BID, la banque interaméricaine de développement collabore directement avec la Commission et avec les organisations sociales européennes et latino américaines, représentant la "société civile".
- ▶ Le MEBF (Mercosur-européen Union business forum) qui réunit les représentants des transnationales installées en Amérique Latine : Telefonica, Suez, Repsol, Fiat, Renault, Volkswagen, Carrefour, Vivendi BASF etc. Ce forum permanent du patronat participe à l'élaboration des stratégies des entreprises en Amérique Latine.

Au mois de mai prochain, à la veille du Sommet des chefs d'Etat se tiendra à Vienne le Premier Sommet euro-latino-américain des affaires organisé par la Chambre de Commerce de Vienne. Les invités d'honneur seront le Directeur de l'OMC Pascal Lamy, le président de la BID Luis Alberto Moreno, le ministre du commerce du Mexique Sergio Garcia de Alba, le président de la confédération des industriels de Sao Paolo, Paolo Skaf, et les intervenants traiteront de biotechnologies, télécommunications, services environnementaux, etc.

ALOP, Association des organisations de promotion, elle réunit des centaines d'associations et ONG (latino-américaines et européennes) qui sont représentées à Bruxelles et reçoivent des subventions de la Commission.

C'est la BID qui entretient des rapports directs avec ALOP et organise et finance ses rencontres internationales, dont la prochaine aura lieu à Vienne un mois avant le Sommet des chefs d'Etat.

Selon les stratèges de l'UE, il s'agit d'associer la société civile latino américaine et européenne aux programmes de coopération et développement. Ces associations sont supposées permettre un rapprochement entre les populations et les institutionnels grâce à une meilleure connaissance du terrain et des besoins.

Le Sommet des chefs d'Etat couronne les forums des affaires tout en confirmant la série de programmes de coopération, AI INVEST, soutien aux entreprises, « LIS Informatique », ALFA éducation. Aide à la prévention et réponse aux catastrophes naturelles. Soutien financier aux cantines populaires de Buenos Aires Soutien financier aux gamins de Bogota. Soutien à la "protection écologique" au Chiapas.

On voit que la coopération est un composé d'assistance technique et de programmes caritatifs.

Réponse aux inégalités par des programmes caritatifs

Le document de la Commission européenne de juin 2002 « Stratégie de l'Union européenne en Amérique Latine » contenait un chapitre spécial sur la « cohésion sociale » indiquant que l'UE faisait porter ses efforts en direction des populations les plus marginalisées et spécialement les Afro-américains et les Amérindiens. C'est dans ce cadre que la BID s'est vu confier en juillet août 2005 une enquête par voie électronique auprès des populations amérindiennes. Les questions posées portaient notamment sur l'attitude des populations à l'égard de l'exploitation des hydrocarbures et des mines se trouvant sur leur territoire.

Les réponses des peuples Indigènes ont été quelque peu déconcertantes pour les fonctionnaires de la Banque : presque unanimement, les populations amérindiennes refusent les modalités actuelles d'exploitation pétrolière et minière, de même que les programmes d'exploitation des ressources de la bio diversité tels qu'ils sont en cours.

Cependant, les responsables de la BID font savoir que la Banque "ne se trouve pas liée" par les résultats de cette consultation et surtout lorsque les populations expriment un refus des programmes. Les programmes seront mis en oeuvre dit-on « pour le bien de ces populations ». Ainsi cette « consultation » qui prétendait être l'indicateur de l'esprit démocratique des Institutions de l'UE a prouvé qu'on se moque de la volonté des populations ; on prétend simplement qu'elles donnent leur aval aux décisions officielles.

La part des affaires et celle la coopération

Selon les directives de la Banque mondiale et les directives issues de la conférence de Monterrey, conférence de la CNUCED sur le financement du développement au cours de laquelle les pays du Nord se sont exonérés de responsabilité dans le sous-développement des pays du Sud, la devise est désormais *TRADE NOT AID*. Les pays du sud doivent s'ouvrir au commerce et ne compter que sur les échanges internationaux pour se développer.

L'Union européenne applique la devise tout en affirmant sa solidarité envers les victimes de la fracture sociale.

L'aggravation de la pauvreté en Amérique Latine depuis la mise en oeuvre de l'ajustement structurel néolibéral montre la faillite du modèle exportateur et depuis 15 ans, les divers acteurs du mouvement social latino-américain associés au monde académique ont développé une critique lucide du modèle et envisagé des alternatives. La multiplication des soulèvements populaires a entraîné l'arrivée au pouvoir de dirigeants qui entendent corriger ou renverser le modèle dominant.

Le contre sommet de Vienne : « *Enlazando alternativas* »

Tandis que les stratèges de l'UE et du Forum des affaires exploiteront la solennité du IVème Sommet des Chefs d'Etat d'Europe et d'Amérique Latine, un autre événement aura lieu à Vienne. Le Contre-sommet des organisations sociales d'Europe et Amérique Latine « *ENLAZANDO ALTERNATIVAS* ». Relier les alternatives nées en Amériques Latines avec celles produites en Europe dans un double but : faire la lumière sur le rôle des transnationales en Amérique Latine, et montrer que les programmes de coopération ne répondent guère à leur prétendue finalité.

En ce sens il convient de rappeler que la société civile a déjà exprimé de vives critiques à l'égard de la stratégie de l'Union européenne en Amérique Latine.

La stratégie de l'Union Européenne en Amérique Latine

Les organisations et ONG regroupées autour de ALOP, interlocuteur officiel de la Banque interaméricaine de développement avaient été réunies à PATZCUARO un mois avant le Sommet de Guadalajara en 2004, pour montrer que l'UE fait grand cas de la société civile. Or, surprise, la plupart de ces associations et ONG ont refusé de servir de caution populaire aux décisions des « experts ». Elles ont émis une déclaration qui critique violemment les procédés de l'UE.

- ▶ 1. Ces associations refusent de jouer le rôle d'invités de pierre dans les négociations euro-latino américaines
- ▶ 2. elles réclament le droit d'être informées des négociations et le droit d'intervenir dans les processus de décisions
- ▶ 3. elles exigent la renégociation de la dette externe et la constitution d'un tribunal international d'arbitrage
- ▶ 4. elles exigent l'autonomie des Etats en matière d'orientation de l'économie
- ▶ 5. elles exigent une réforme agraire
- ▶ 6. elles exigent l'application du pacte des Nations Unies sur les droits économiques et sociaux.

Cette rébellion de la part d'organisations de la société civile reconnues et parfois subventionnées par l'UE et la BID est un indice de l'effondrement du mythe démocratique dont s'enveloppe la Commission de Bruxelles.

Ainsi, les organisations sociales indépendantes des organismes de l'UE, on-t elles de plus fortes raisons de critiquer la stratégie de l'UE. Sur cette base, les liens entre organisations sociales européennes et latino-américaines se sont multipliés jusqu'à permettre d'organiser à Vienne un Contre sommet.

Ce contre sommet aura la forme de plusieurs séminaires ayant les objectifs suivants :

- ▶ Montrer que la stratégie néolibérale de l'UE en Amérique latine est destinée à créer le cadre politique et juridique favorisant l'exploitation des ressources du continent (par le truchement des TPPI (traités de protection et promotion de l'investissement)
- ▶ Montrer les effets négatifs des traités de libre échange existants
- ▶ Montrer que les traités euro latino-américains font obstacle à l'intégration régionale des pays d'Amérique Latine
- ▶ Montrer que l'attention portée aux populations Amérindiennes vise surtout le territoire qu'elles occupent, qui contient l'essentiel des ressources énergétiques et des richesses de la bio diversité (la preuve en est que la BID refuse de tenir compte du refus des populations s'opposant à l'exploitation pétrolière de leur région)

Au cours de ce contre-sommet se tiendra un Tribunal des Peuples devant lequel seront mises en accusation certaines transnationales européennes en raison de violations des droits humains, droit syndical, droit environnemental et autres délits ou parfois crimes commis en Amérique Latine.

Ce contre sommet de Vienne vise à renforcer les échanges d'expériences entre mouvements sociaux des deux continents, unir leurs résistances face aux transnationales qui exploitent et asservissent les salariés des deux continents. Il vise à dénoncer les Institutions de l'UE qui cautionnent ces entreprises et créent le cadre politique qui les met à l'abri de la révolte populaire.

PS : Les Interventions de Hugo Ruiz sur les TPPI et de Gabriela Rodriguez sur l'ALBA, seront rapportées par la suite.

[Le Grain de Sable n°544](#) , février 2006